

H-France Forum, Volume 4, Issue 3 (Fall 2009), No. 3

Julian Bourg, *From Revolution to Ethics: May 1968 and Contemporary French Thought*. Montreal & Kingston: McGill-Queen's University Press, 2007. xx + 468 pp. Notes, bibliography and index. \$34.95 U.S. (cl). ISBN 978-0-7735-3199-4.

Review Essay by Xavier Vigna, Université de Bourgogne.

Au cœur de l'ouvrage de Julian Bourg, figure la grande ambition de rendre compte d'un étrange passage : selon l'auteur, la pensée en France serait progressivement mais inexorablement passée de l'engagement révolutionnaire autour de 1968 à l'éthique à la fin de la décennie 1970. Quatre moments jalonnent la démonstration de l'auteur, avec quelques figures intellectuelles convoquées à chaque fois : Michel Foucault et la mobilisation autour des prisons ; Gilles Deleuze et Félix Guattari et leur philosophie du désir contre la psychanalyse ; Guy Hocquenghem et les tensions entre mouvement féministe et les apôtres d'un désir sans limite ; les « nouveaux philosophes » et le retour à l'éthique. Cette entreprise, qui se revendique de l'histoire intellectuelle, tente, par la même occasion, de contribuer à écrire la genèse de ce que certains Anglo-saxons appellent la « French Theory » et au-delà de participer à l'histoire de la France de l'après-guerre (p. 11).

Pour sa démonstration, Julian Bourg a soigneusement lu nombre de publications arides, voire fastidieuses ou médiocres, avoue-t-il, qu'il résume ensuite dans quelques pages. Le lecteur a ainsi droit à un compendium de la pensée André Glucksmann ou Bernard-Henri Lévy première manière, ou à un résumé de *l'Anti-Œdipe*, l'ouvrage de Gilles Deleuze et Félix Guattari. Ces fiches pesantes ne sont pas la partie la plus enlevée de l'ouvrage, même si elles peuvent présenter un intérêt pour un lecteur anglo-saxon ... Toutefois, l'auteur a parfois le sens de la formule qui fait mouche. Ainsi, quand il indique que, comme le sexe, le marxisme ne peut jamais complètement être expliqué aux enfants par les parents (p. 251) ! Grâce à ses lectures, Julian Bourg retrace nombre de débats, dont certains étaient restés largement oubliés. Ainsi les affrontements entre féministes et activistes gays sur les limites à imposer (ou pas) aux désirs, sur le recours éventuel à la justice contre les violeurs, constituent à notre sens les meilleures pages du livre. Elles témoignent des contradictions qui traversent ces mouvements, et de la difficulté à définir un progressisme, largement accepté à la fin des années 1970. Elles montrent aussi combien des hommes, hétéro- ou homosexuels, engagés à gauche, sont longtemps restés rétifs à lutter contre les violences dont les femmes étaient victimes.

Pourtant, et quels que soient ses mérites, il nous semble que l'ouvrage de Julian Bourg échoue dans son projet même. Trois objections peuvent être formulées. Tout d'abord, le sous-titre de l'ouvrage « May 68 and Contemporary French Thought » nous semble tout à fait malvenu car de 68, il n'est guère question dans l'ouvrage, sinon dans le premier chapitre. Or, Julian Bourg part d'une caricature de 68, et d'abord d'un graffiti de la Sorbonne « Il est interdit d'interdire » (p. 8 et 9) et dont il fait ensuite un leitmotiv tout au long de son ouvrage. De même, il évoque un hypothétique esprit de 68 caractérisé par une dimension anti-totalitaire (p. 170) ou promettant la libération (p. 181). Mas ce type d'assertions, que l'auteur ne prend jamais la peine d'étayer, ni même de nuancer un peu, est à ce point général qu'elles ne sont ni vraies ni fausses. Elles

s'inscrivent seulement dans une vulgate de 68, que l'auteur reprend à son compte. Et quand il s'aventure à évoquer plus directement la dimension d'affrontement politique et social, il le fait au prix de quelques approximations (par exemple sur la stratégie du Parti communiste (p. 24 et 26) ou erreurs (Gilles Tautin n'est pas tué, mais meurt noyé en juin 1968, p. 56).

Mais Julian Bourg n'a pas pour ambition d'élucider 68. En revanche, il espère bien repérer quelques nouages et alliances entre des mouvements politiques et sociaux d'une part, des intellectuels d'autre part, notamment dans les première et troisième parties de son livre. Il nous semble cependant que cette tentative ne réussit qu'au prix d'une certaine déformation des mouvements en question ou de raccourcis. Ainsi, dans la première partie, l'auteur s'intéresse à la Gauche prolétarienne, à son intérêt pour les prisons, ainsi qu'aux alliances qu'elle parvient à nouer au travers du Groupe d'information sur les prisons d'une part, du Secours rouge d'autre part. Toutefois, s'il est légitime d'insister sur la violence que déploie la Gauche prolétarienne (GP), il faut la relativiser et, plus encore, l'inscrire dans son projet politique, aussi utopique puisse-t-il apparaître *a posteriori*. A cet égard, il nous semble que Julian Bourg ne précise pas suffisamment que la GP investit d'abord les usines comme terrain politique, dans la continuation d'ailleurs de l'établissement promu par l'Union des Jeunesses Communistes (marxistes-léninistes) à partir de 1967. Dès lors, la question des prisons, ou de la justice populaire occupe une place secondaire dans le dispositif politique de la GP, surtout après la libération de certains de leurs dirigeants (Alain Geismar ou Jean-Pierre Le Dantec).

Sur ce point, il nous semble que Julian Bourg fait fusionner justice populaire et mobilisation des intellectuels pour les besoins de sa démonstration, dans un raccourci historique vertigineux par lequel il associe successivement la justice sous la Révolution, l'Affaire Dreyfus, l'affaire Maurice Audin, jeune universitaire communiste torturé et assassiné pendant la guerre d'Algérie, et les mobilisations des années 68 (p. 70). En outre, cette sollicitation des intellectuels au service d'une hypothétique justice populaire fonctionne mal, notamment quand Jean-Paul Sartre critique vivement la mobilisation des militants menés par François Ewald à l'occasion de l'affaire de Bruay-en-Artois en 1972 à peine évoquée dans le livre, où un notaire est accusé à tort de la mort d'un enfant (p. 99). Au-delà, Julian Bourg reprend à son compte la boutade de Louis Althusser qui fait de la manifestation à l'occasion de l'enterrement de Pierre Overney, ouvrier maoïste tué à la sortie des usines Renault par un vigile, en février 1972, l'enterrement du gauchisme (p. 98). Déjà sujette à caution en regard de l'histoire de la GP elle-même, cette assertion est erronée pour le courant maoïste dans son ensemble, et franchement étrange si l'on pense à la persistance de partis trotskystes tout au long de la période, totalement escamotés du livre d'ailleurs pour les besoins de la démonstration. Mais précisément, la continuation d'un large courant trotskyste à la fin des années 1970 et ensuite obligerait l'auteur à nuancer sérieusement sa thèse d'un ralliement général à l'éthique.

De même, dans la troisième partie, dont nous avons déjà souligné l'intérêt, il nous semble que l'auteur omet des éléments de contextualisation qui l'obligeraient à nuancer son propos général. Notre réticence vient de la manière dont l'auteur subsume immédiatement mouvement féministe et mouvement homosexuel sous la catégorie de révolution sexuelle (p. 179), ou de libération sexuelle. Or, le féminisme, autour de son propos « notre corps nous-mêmes », est d'abord un mouvement de (ré)appropriation du corps des femmes par elles-mêmes, contre la domination masculine et/ou médicale et contre les violences. Même si les thématiques sont évidemment liées, les luttes pour le droit à l'avortement libre et gratuit ou contre les violences faites aux femmes, visent d'abord à disposer de son corps et à défendre son intégrité avant d'être des luttes de libération sexuelle. Cette équivoque initiale explique peut-être les conflits ultérieurs entre activistes gays et militantes féministes. En outre, les premiers ne sont pas les seuls à poser la question des relations sexuelles entre majeurs et mineurs, ou à aborder la sexualité des adolescents (p. 183). La société française est secouée par deux « affaires » en 1969 et en 1971-72,

dont l'auteur ne pipe mot, et qui montrent pourtant que ces questions ne concernent pas seulement les intellectuels et les militants. En septembre 1969, une enseignante de Marseille, Gabrielle Russier se suicide après avoir été condamnée pour avoir eu des relations sexuelles avec un de ses élèves, évidemment consentant mais mineur au moment des faits. Cette condamnation et ses conséquences dramatiques posent la question de l'âge de la majorité sexuelle et du consentement. Les lettres de prison de Gabrielle Russier sont immédiatement éditées au Seuil en 1970, preuve de l'écho que ce suicide a eu. L'année suivante, en 1971, un médecin généraliste de Corbeil, le Dr Jean Carpentier, alerté par des lycéens, rédige un tract « Apprenons à faire l'amour car c'est le chemin du bonheur », qui lui vaut une suspension par le Conseil de l'ordre des médecins. Ces épisodes traduisent évidemment les crispations d'un large pan de la société française. Elles montrent peut-être aussi la recherche tâtonnante d'une libération sexuelle au cœur de la société française, qu'une histoire intellectuelle ne prend pas assez en compte.

Notre troisième et principale objection concerne le projet d'écrire une histoire de la « French Theory », incarnés par toute une série d'auteurs dont Bourg dresse un florilège : Louis Althusser, Roland Barthes, Jean Baudrillard, Guy Debord, Gilles Deleuze, Jacques Derrida, Michel Foucault, Félix Guattari, Luce Irigaray, Julia Kristeva, Jacques Lacan et Jean-François Lyotard (p. 11) Dès la page suivante, Julian Bourg explique qu'il s'en tiendra à Foucault, Deleuze et Guattari... La purge, on en conviendra, est sévère. Mais, pour les besoins de sa démonstration – le retour à l'éthique – Bourg fait surgir un trio de penseurs éthiques, Emmanuel Lévinas, Vladimir Jankélévitch et Paul Ricœur (p. 241) qui ont bel et bien travaillé pendant toute la période précédente, mais dont les liens à la « French Theory » sont pour le moins ténus. De fait, et c'est parfaitement son droit, Bourg mène de front plusieurs entreprises dans son examen de la pensée française de l'époque. Sauf que sa reconstruction est extrêmement partielle : d'une part, Julian Bourg signale le déclin du structuralisme à la fin des années 1970 (p. 310). C'est donc qu'il a dominé le champ intellectuel pendant toute la période qu'il a étudié, et notamment le champ philosophique que l'auteur a scruté. Pourtant l'auteur n'en a pas parlé. Est-ce à dire que Foucault, Deleuze et Guattari sont apparus *ultérieurement* comme les figures marquantes, voire tutélaires de la période ? Julian Bourg d'autre part oublie totalement qu'il a existé aussi des intellectuels communistes (althussériens ou pas), des sociologues, parmi lesquels Pierre Bourdieu, des historiens qui méritaient mieux qu'un paragraphe sommaire et très contestable (p. 309-310), etc. Ainsi, et c'est notre objection de fond, Julian Bourg *invente*, après Alain Renault et Luc Ferry, une seconde « pensée 68 », tout aussi partielle et surtout décontextualisée. Une telle entreprise, pour un auteur qui se revendique historien, nous pose question.

Cette objection renvoie d'ailleurs à la posture intellectuelle dont Julian Bourg se prévaut. Il semble se démarquer des historiens révisionnistes soucieux de débusquer les chronologies toute faites (p. 181). La note renvoie entre autres aux travaux menés par l'équipe de l'IHTP sur les années 68, qui ont *inauguré* l'historiographie française sur la période. Cette mention dès lors intrigue. On se demande alors avec quels historiens français Julian Bourg entend dialoguer. Nous regrettons également que les travaux de Bernard Brillant ou Boris Gobille sur les intellectuels ne soient jamais cités, que ceux de François Dosse soient à peine évoqués [1].

Au final, si Julian Bourg parvient incontestablement à capter quelque chose des pulsations de la société française et des tournants de la vie intellectuelle, si nous croyons pertinente son intuition d'un lent passage – certains écriraient « dérive » – vers l'éthique, c'est au prix de réductions fâcheuses qui font de son ouvrage plus un essai qu'un véritable livre d'histoire.

NOTES

[1] Bernard Brillant, *Les Clercs de 68* (Paris : PUF, 2003) ; Boris Gobille, « Les mobilisations de l'avant-garde littéraire française en mai 1968. Capital politique, capital littéraire et conjoncture de crise », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°158, juin 2005, p.30-53.; François Dosse, *Histoire du structuralisme*, 2 tomes, La Découverte, 1991 et 1992

Xavier Vigna
Université de Bourgogne
Xavier.Vigna@u-bourgogne.fr

Copyright © 2009 by H-France, all rights reserved. H-France permits the electronic distribution of individual reviews for nonprofit educational purposes, provided that full and accurate credit is given to the author, the date of publication, and the location of the review on the H-France website. H-France reserves the right to withdraw the license for redistribution/republication of individual reviews at any time and for any specific case. Neither bulk redistribution/republication in electronic form of more than five percent of the contents of *H-France Forum* nor re-publication of any amount in print form will be permitted without permission. For any other proposed uses, contact the Editor-in-Chief of H-France.

H-France Forum, Volume 4, Issue 3 (Fall 2009), No. 3